COMMUNE DE CROY

Règlement concernant les émoluments administratifs et les contributions de remplacement en matière d'aménagement du territoire et de constructions

Tables des matières :

I. Dispositions générales :

Article 1 Objet page 2

Article 2 Cercle des assujettis page 2

II. Emoluments administratifs :

Article 3 Prestations soumises à émoluments page 2

Article 4 Mode de calcul page 3

Article 5 Frais de mandataires et frais annexes page 3

Article 6 Tarifs pages 4-5

III. Contributions de remplacement :

Article 7 Places de stationnement extérieur page 5

Article 8 Mode de calcul et montants page 5

IV. Dispositions communes :

Article 9 Exigibilité page 5

Article 10 Voies de droit pages 5-6

V. Dispositions finales :

Article 11 Entrée en vigueur page 6

Le Conseil général,

Vu

la loi cantonale du 28 février 1956 sur les communes (LC) ;
la loi cantonale du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom) ;
la loi cantonale du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) ;
le préavis de la Municipalité et l'avis du Surveillant des prix,

Edicte :

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1
Objet

Le présent règlement a pour objet la perception des émoluments administratifs et des contributions de remplacement en matière d'aménagement du territoire et de constructions.

Il détermine le cercle des assujettis, l'objet, le mode de calcul et le montant maximal des émoluments et des contributions.

Article 2
Cercle des assujettis

Les émoluments et les contributions sont dus par celui qui requiert une ou plusieurs prestations communales désignées à l'article 3 ou qui est dispensé d'une des obligations mentionnées à l'article 7.

II. ÉMOLUMENTS ADMINISTRATIFS

Article 3
Prestations soumises à émoluments

Sont soumises à émolument les décisions et prestations en lien avec des procédures d'aménagement du territoire et de police des constructions, notamment celles relatives à la demande préalable, la demande de permis d'implantation et la demande définitive d'un projet de construction.

Le terme construction désigne les travaux de construction, démolition, reconstruction, transformation, agrandissement, réfection et exploitation de matériaux ainsi que tous les autres travaux soumis à l'obligation du permis.

Sont également soumis à émolument le contrôle des travaux et l'octroi du permis d'habiter ou d'utiliser.

Article 4

Mode de calcul

L'émolument se compose d'une taxe fixe et d'une taxe proportionnelle qui se cumulent jusqu'à concurrence du maximum par cas indiqué dans la grille tarifaire (cf article 6).
La taxe fixe est destinée à couvrir les frais de constitution et de liquidation et d'archivage du dossier.

La taxe proportionnelle se calcule sur la base d'un tarif horaire et couvre les frais d'examen du dossier et ceux des contrôles effectués sur le terrain ainsi que le coût des prestations fournies par la commune et/ou par un mandataire de son choix. L'émolument est calculé selon l'article 6 des tarifs et celui-ci est plafonné.

Les montants des émoluments, des contributions et des tarifs horaires qui sont mentionnés dans le présent règlement sont établis sur la base de l'indice général des prix à la consommation (12.2025). Ces montants peuvent être adaptés à l'évolution du coût de la vie par décision municipale, sous réserve d'approbation du Département et de la Surveillance des Prix.

L'émolument reste dû quelle que soit l'issue de la procédure (délivrance ou refus de l'autorisation, recours, abandon, etc.). Les émoluments perçus pour une demande qui n'a pas abouti (retirée, refusée, abandonnée, etc.) ne sont ni déduits, ni remboursés lors d'une nouvelle demande. Après six mois sans nouvelle du demandeur, celle-ci est considérée comme abandonnée.
Ces frais sont à la charge de la personne ou société assujettie au sens de l'article 2.

Article 5

Frais de mandataires et frais annexes

Si la complexité du dossier nécessite le concours d'un spécialiste, tel qu'ingénieur-conseil, architecte et urbaniste, les honoraires pour les services du spécialiste seront ajoutés et portés à la charge de l'auteur de la demande (permis de construire) sans plafonnement.

La Municipalité est seule compétente pour désigner le mandataire ou spécialiste. La personne assujettie ne peut s'opposer au choix de la Municipalité que si elle est directement confrontée à un conflit d'intérêt ou un conflit de personne ; il lui revient d'en apporter la preuve à la Municipalité.
Les frais annexes, non compris dans la taxe fixe, notamment les frais d'insertion et de publication d'avis d'enquête, d'annonce à la population, les frais de port sont facturés en sus des émoluments mentionnés dans le présent règlement, au prix coûtant. Les frais de reproduction (impressions et numérisation jusqu'au format A3) sont facturés conformément aux dispositions de la grille tarifaire – article 6.

Article 6 Tarifs

Les émoluments se calculent selon les gilles tarifaires ci-après :

Aménagement du territoire et constructions	**Taxe fixe (TF)**	**Taxe proportionnelle (TP), hors prestations externes**	**TF + TP Maximum par cas**
Conseils et renseignements aux demandeurs	---	Fr. 80.-/heure	Fr. 3'000.-
Délivrance du permis d'implantation préalable	Fr. 100.-	Fr. 80.-/heure	Fr. 5'000.-
Délivrance du permis de construire ou de démolir (art.103 LATC)	Fr. 250.-	1°/°° de l'estimation de la valeur des travaux (CFC2)	Fr. 20'000.-
Opérations ponctuelles comme l'examen d'un fractionnement parcellaire (art.83 LATC), l'inscription d'une mention, la demande de validation d'une teinte.	Fr. 50.-	Fr. 80.-/heure	Fr. 3'000.-
Retrait (refus ou abandon) du permis de construire.	Fr. 150.-	---	---
Prolongation d'un permis de construire.	Fr. 250.-	---	---
Délivrance d'une dispense d'autorisation pour objet de minime importance. (art.68a.al.2 RLATC)	Fr. 50.-	---	---
Prestations externes (sécurité, juridique, bureau technique, etc.)		Selon frais effectifs	---
Visite(s) et délivrance du permis d'habiter/utiliser (tarif pour une visite de contrôle et un rapport de constat)	Fr. 100.-	Fr. 80.-/heure	Fr. 3'000.-
Inscription d'une mention au Registre Foncier		Fr. 80.-/heure	Fr. 1'000.-
Traitement des oppositions (facturé au maître d'ouvrage)	Fr. 100.-	Fr. 80.-/heure	Fr. 5'000.-

Divers	**Taxe fixe (TF)**	**Taxe proportionnelle (TP), hors prestations externes**	**TF + TP Maximum par cas**
Recherche d'anciens dossiers, liée par une procédure administrative spécifique, pour consultation par des tiers autorisés. **Autres recherches : Se référer aux tarifs du règlement d'application de la LInfo (BLV 170.21)**	---	Fr. 80.-/heure	Fr. 600.-
Inspection / visite de la commission de salubrité	Fr. 150.-	Fr. 80.-/heure	Fr. 1'000.-
Plaque pour n° d'habitation	---	Selon frais effectifs	---
Frais de mandataires externes	---	Selon facturation du mandataire	---
Frais de publication	---	Selon frais effectifs	---
Frais de reproduction	Fr. 10.-	---	---

Domaine public	Taxe fixe (TF)	Tarifs journaliers (TJ)	TF + TJ Maximum par cas
Demande de permis de fouille/sondage	Fr. 50.-	Fr. 10.- par sondage ou par mètre linéaire de fouille	Fr. 1'000.-
Demande pour utilisation temporaire du domaine public (dépôt benne, échafaudage, stand, installation de chantier, etc.)	Fr. 50.-	Fr. 0.50/m2	Fr. 1'000.-
Demande d'occupation d'une place de parc	Fr. 50.-	Fr. 10.-/jour	Fr. 1'000.-

III. CONTRIBUTIONS DE REMPLACEMENT

Article 7

Places de stationnement

Une contribution de remplacement est due en cas de dispense de l'obligation d'aménager des places de stationnement.

La Municipalité fixe le nombre de places privées de stationnement ou de garages pour voitures qui doivent être aménagés par les propriétaires à leurs frais et sur leur terrain. Elle détermine ce nombre sur la base des dispositions des plans d'affectation et des règlements des constructions en vigueur.

Au cas où le propriétaire se trouve dans l'impossibilité de construire sur son propre fonds tout ou partie des places imposées, la Municipalité peut, selon les circonstances, l'exonérer totalement ou partiellement de cette obligation, moyennant versement d'une contribution compensatoire.

Article 8

Mode de calcul et montants

La contribution de remplacement prévue à l'article 7 est calculée par rapport au nombre de places de stationnement.

La contribution par place de stationnement est de CHF 10'000.-

IV. DISPOSITIONS COMMUNES

Article 9

Exigibilité

Le montant des émoluments et des contributions est exigible dès la délivrance du permis de construire, d'habiter ou d'utiliser.

Pour la demande préalable, l'émolument administratif est exigible au plus tard six mois après l'envoi du rapport d'examen si la demande définitive n'est pas déposée dans ce même délai.

A l'échéance fixée, toute contribution non payée porte un intérêt au taux mentionné dans l'arrêté d'impôt communal en vigueur.

Article 10

Voies de droit

Les recours concernant l'assujettissement aux émoluments et aux contributions prévus dans le présent règlement ou le montant des taxes sont adressés par écrit et motivés à l'autorité qui a pris la décision attaquée dans les trente jours dès notification du bordereau. L'autorité concernée transmet le dossier à la Commission communale de recours pour traitement.

Le prononcé de la Commission communale de recours peut être porté en seconde instance devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal dans les trente jours à compter de la notification de la décision attaquée, par acte écrit. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours.

V. DISPOSITIONS FINALES

Article 11
Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le département compétent.

Adopté par la Municipalité le 05.06.2026

Thierry Candaux
Syndic

MUNICIPALITÉ DE CROY

Anna Montefusco
Secrétaire

Adopté par le Conseil général de Croy du 23.06.2026

Fabienne Vautier
Présidente

CONSEIL GÉNÉRAL

Géraldine Brügger
Secrétaire

Approuvé par le Département compétent le 24 AOUT 2026

La cheffe du Département des finances, du territoire et du sport :

DÉPARTEMENT DES FINANCES, DU TERRITOIRE ET DU SPORT
LIBERTÉ ET PATRIE